

L'immigration clandestine, une catastrophe, sauf pour le libéralisme et le communautarisme

« Comment faire sans qualification et sans diplôme ? » s'interroge « La Provence » ce 23 mai 2008 en lançant son forum de discussion « Que faire, selon vous, pour combattre le chômage ? » tout en précisant que chaque année, en France, 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification...

Le mardi 20 mai, on avait appris que trente travailleurs immigrés « en situation irrégulière », soutenus par la CGT, occupaient le site de l'usine « Véolia » à Carrières sous Poissy, pour demander leur régularisation à l'image des multiples actions précédemment menées dans la restauration, le bâtiment, les services en général...

Ainsi, en France, il y a de multiples demandeurs d'emplois sans qualification relevant de l'espace politique et sociétal français, sans travail et donc amenés à recevoir toutes les aides possibles, pendant que , dans les entreprises de services (hôtellerie, restauration, nettoyage, en particulier), du BTP (que ce soit dans les grandes par le biais de la sous-traitance ou chez le petit maçon local), de l'agriculture (que ce soit dans les grandes exploitations céréalières, fruitières ou maraîchères ou chez le petit agriculteur local), sans parler du milieu du spectacle ou des « gens de maison » qui hantent les beaux quartiers comme tous les autres, une main d'œuvre immigrée, en situation irrégulière trop souvent, occupe les emplois qui pourraient leur convenir.

« Mais, disait ce chef d'entreprise d'origine marocaine qui intervenait mardi 20/05 dans un reportage de « FR4 » pour soutenir ses 20 ouvriers marocains qui faisaient grève pour

obtenir « des papiers », je me doutais bien qu'ils n'étaient pas en règle, mais je les ai embauchés parce que je n'avais trouvé personne... » Par parenthèse, le même reportage montrait comment n'importe qui peut se faire embaucher sur un grand chantier du bâtiment de la région parisienne sans qu'on ne lui demande quelque justification que ce soit.

Il faut parler clair : si ces « chefs d'entreprise », grands ou petits, artisans ou entrepreneurs, petits paysans ou grands propriétaires terriens, « bistrotiers » ou représentants de « chaînes hôtelières », embauchent du personnel immigré en situation irrégulière et non des demandeurs d'emploi dûment recensés, c'est qu'ils ont là une main d'œuvre souple, muette, flexible du point de vue des horaires, peu regardante pour son niveau de rémunération, peu encline à la contestation, bien encadrée par des réseaux claniques et/ou religieux, que l'on peut payer « de la main à la main » et dont on peut se séparer dans l'immédiateté.

Aucun citoyen de ce pays ne peut, décemment, accepter ces conditions d'embauche et de rémunération qui sont à l'opposé des lois et des droits attachés à l'organisation du travail et qui expliquent essentiellement (même s'il y a un refus « aristocratique » devant certains métiers considérés comme dégradants – on se demande bien pourquoi : les trois « éboueurs » de ma commune, villageois d'origine, sont des fonctionnaires territoriaux qui vivent « bien » tout en étant considérés) l'absence de demande « autochtone » pour ces métiers dont la concrétisation dans notre société renvoie à une sorte de « colonialisme intérieur ».

Nul n'ignore cette situation qui a même fait l'objet d'un rapport du Sénat (1) mais qui n'a jamais fait l'objet de la moindre manifestation, de la moindre protestation, de la moindre journée nationale d'action, de la part d'un quelconque syndicat, d'un quelconque parti politique, d'une quelconque association « humanitariste ». Comme si chacun se satisfaisait de voir plusieurs centaines de milliers de « travailleurs » être soumis à la pire exploitation tandis qu'autant de milliers d'autochtones sans qualification se complaisent dans

les aides sociales, antichambres de la dévalorisation de la valeur travail et de la propension à toutes les activités « marginales ».

Le paradoxe, c'est que ceux qui sont censés défendre « les travailleurs » selon la terminologie traditionnelle énoncée par les Laguillier, Besancenot, Buffet et autres Bové de service manifestent pour que des « papiers » soient donnés à ces immigrés exploités, afin qu'ils laissent la place à d'autres immigrés, nouveaux arrivants plus malléables, favorisant ainsi un flux migratoire incessant et entassant dans nos quartiers défavorisés une population en sur-densité propice à toutes les dérives, en particulier celles qui relèvent du communautarisme.

Ils sont d'ailleurs précédés sur ce terrain par des associations humanitaristes aux ramifications obscures et au fonctionnement « médiatisé », type RESF, dont le seul but est de favoriser l'implantation communautaire d'immigrés appelés en permanence à s'installer en France dans ces réseaux d'emplois dont un patronat (grand ou petit) avide et des « demandeurs de gens de maison » ayant pignon sur rue et beaucoup de « bien pensance » ont le plus grand besoin pour peser sur la demande salariale et favoriser l'effritement de l'unité sociétale.

La libre circulation des capitaux, des biens et des services, fondement de la « mondialisation » se double d'une libre circulation de la main d'œuvre : la même raison qui préside aux délocalisations industrielles préside à la délocalisation de la main d'œuvre pour les entreprises « non délocalisables », ce qui constitue une « variable d'ajustement » des profits au même titre que les licenciements ou autres fermetures d'usines. Et sur ce point, le MEDEF reçoit l'appui inconditionnel des partis de « gôôche », des mouvements gauchistes, des syndicats, des associations « humanitaristes » réunies. C'est tout bénéf pour lui et l'économie libérale !

Mais pour le pays, pour nous, citoyens « lambda » ?

On entend, venant aussi bien des Krivine et Laguillier réunis que des Parisot et Sarkozy associés, que l'immigration

participe à l'enrichissement de la France. L'assertion vaut d'être vérifiée...

On a vu précédemment qu'en ce qui concerne la main-d'œuvre non qualifiée (de loin la plus nombreuse), le flux migratoire se fait au détriment des résidents nationaux : l'Etat et les cotisations sociales payent les aides à ceux qui sont sans emploi ou sans couverture sociale, les entrepreneurs encaissent les sur-bénéfices liés à l'exploitation d'une main d'œuvre mal payée qui pèse par la même occasion, sur le montant des salaires. Et si notre pays a besoin d'une main d'œuvre qualifiée (on dit qu'il y a actuellement 400 000 emplois qualifiés non pourvus dans notre pays) pourquoi ne pas mettre en place les structures de formation professionnelle (formation initiale et continue) qui permettraient de faire surgir de la masse des non-qualifiés et/ou des demandeurs d'emploi la satisfaction des besoins ? Pourquoi avoir tardé, pourquoi avoir créé le besoin d'une main d'œuvre étrangère en ce domaine ? Si ces deux situations contribuent à un « enrichissement », ce n'est pas celui du pays tout entier...

Il faut aussi s'intéresser à un sujet « tabou » que la bien-pensance nous interdit d'aborder, ce qui permet d'éluder le problème, comme si casser le thermomètre permettait de faire cesser la fièvre. C'est celui du coût réel de l'immigration pour la société dans son ensemble, question essentielle quand on sait que la population immigrée représente 11% de la population totale, sans compter l'immigration « illégale », forcément difficile à cerner (surtout quand on ne le fait pas). Une étude récente publiée en mars 2008 (2) par l'association « Les Contribuables Associés » et réalisée par Jean Paul Gourevitch, expert international indépendant et spécialiste des migrations, établit, à l'issue d'une analyse extrêmement précise et documentée, ce coût pour l'Etat à 36,4 milliards d'euros par an.

On peut légitimement considérer que l'immigré n'est pas une marchandise et que la vie humaine n'a pas de coût au sens économique, mais il est tout aussi légitime que le citoyen d'une République démocratique sache exactement comment se

dépense la ressource publique qu'il contribue à former et si les choix faits correspondent à l'intérêt national et à celui de chacun en même temps. Or, à l'évidence, s'il y a richesse produite par la main d'œuvre immigrée légale et illégale, elle confisquée par ceux qui utilisent cette main d'œuvre, les autres citoyens étant condamnés à éponger les déficits...

Et il ne faut pas oublier les questions de société que soulève l'implantation massive d'une population immigrée, de quelque nature qu'elle soit, et encore plus quand elle provient de régions de langue, de culture, de religion, de valeurs générales différentes de celle du pays d'accueil. Par nature, une telle population, vulnérable et isolée, se ghettoïse pour se protéger et reste très sensible aux formes d'organisation qu'elle connaît (en particulier tribales et claniques), aux valeurs de la tradition qu'elle pratique, aux discours de ceux qui représentent les convictions profondes qui l'habitent. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner en voyant combien cette population est si facilement instrumentalisée par les « gourous » des religions, les évangéliques et les islamistes surtout, dont les propensions à susciter un communautarisme religieux s'imposant à l'unité sociétale de la République sont avérées.

La manifestation nationale des « évangéliques » (demandeurs du toilettage de la loi de 1905) à Paris, le 24 mai dernier, atteste parfaitement de cela, tout comme l'action de la très influente Union des Organisations Islamiques de France, signataire de la Charte européenne des Organisations islamiques qui demande clairement que la « s'haria » s'impose aux musulmans avant même la loi générale du pays d'accueil.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner quand on voit se développer dans les abords et à l'intérieur de ces flux migratoires toutes les formes de l'économie « parallèle » dont le rapport au Sénat précité liste avec précision toutes les caractéristiques (réseaux de passeurs, marchands de sommeil, travail illégal, prostitution, trafics divers, mendicité organisée ...). Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner si c'est dans les différentes strates de ces populations que les

réseaux islamistes font leur travail souterrain de recrutement et de formation terroriste...

Il est évident qu'une immigration de masse non nécessaire crée, dans toute société, des déséquilibres propices à toutes les dérives : on peut contester l'action d'un Berlusconi surfant sur l'émotion populaire pour durcir les lois liées aux phénomènes migratoires en Italie, on doit surtout se demander qui est responsable de ces situations de conflits xénophobes ou raciaux et pourquoi « on » les a laissés s'instaurer...surtout quand on voit un Zapatero, en Espagne, qui, après avoir cédé à la régularisation massive, en vient aujourd'hui à chercher tous les moyens pour expulser les nouveaux arrivants (« Le Figaro » en ligne du 29-04-08). Et il ne faut pas être surpris par les tensions de plus en plus fortes qui apparaissent dans notre pays et qui conduisent une large partie de notre peuple à rejeter aussi bien le recours systématique à l'immigration dans le monde du travail que les velléités communautaristes qu'elle entraîne, quoi qu'en pensent les gauchos-humanitaristes-bien pensants, dont les discours et les comportements sont autant de soutiens inconditionnels à la politique économique libérale qui s'impose dans « l'Europe », et à la volonté de déstructuration de l'unité laïque de notre société, obstacle premier de l'organisation politique et sociétale anglo-saxonne que l'on nous promet (à un moment, d'ailleurs, où les pays anglo-saxons prennent conscience de l'échec de leur modèle sociétal) .

Il faut réfléchir à une véritable politique de l'immigration qui ne soit pas liée à la satisfaction des intérêts étroits du modèle économique libéral, qui s'articule aux besoins réels de notre économie, qui prenne en compte tous les problèmes soulevés ici pour y apporter des solutions précises et satisfaisantes pour tous, qui s'appuie sur la mise en œuvre du respect de l'espace laïque et démocratique de notre pays, qui respecte son histoire, ses valeurs, ses lois. Il faudrait pour cela décider d'un moratoire d'au moins deux années, et conduire une tentative d'éradication des l'immigration « illégale ». Sans oublier la nécessité de permettre aux pays «

d'où l'on part » de garder leur main d'œuvre et leurs ressortissants et de les aider à se développer de manière autonome.

Et à ceux qui nous bassinent les oreilles avec leurs discours compassionnels, charitables, solidaires, humanitaristes et guimauviens, hypocrites donc en ce domaine qui relève du géopolitique et de l'économique, il est bon de conseiller de méditer sur la « parabole de la tomate mûre » : dans la région d'Almería, en Andalousie, grâce aux fonds européens, les agriculteurs espagnols ont érigé 45 000 hectares de serres où des travailleurs immigrés récoltent, chaque jour, des tomates que l'on trouve le lendemain sur le marché de Dakar à moitié prix de celui proposé par le « paysan sénégalais », qui n'a donc comme ressource que de ne plus cultiver et de s'entasser dans les bidonvilles de la capitale, avant de trouver un réseau mafieux de passeurs qui lui permettra de partir pour... Almería où, dans des conditions de vie et de travail épouvantables, il cueillera des tomates mûres...

Robert Albarèdes

www.laic.fr

(1) <http://www.senat.fr/noticerap/2005/r05-300-1-notice.html>

(2)

www.contribuables.org/wpcontent/uploads/2008/03/monographie14_le_cout_reel_de_limmigration.pdf